

Solidarités International

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 89, rue de Paris – 92110 Clichy

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Solidarités International, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes :

- « VI – Les fonds dédiés » qui présente la méthode de traitement comptable en ce qui concerne les écarts de change latents ;
- « XIV – Engagements hors bilan » qui présente l'approche adoptée en matière de programmes non intégralement co-financés.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VI – Les fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés :
 - ✓ sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
 - ✓ de la correcte évaluation des fonds dédiés, dans le cas de programmes non encore intégralement co-financés, et de la correcte information qui vous en est faite au niveau du paragraphe « XIV – Engagements hors bilan » de l'annexe.
 - ✓ de la correcte évaluation et comptabilisation des écarts latents de change.
- Comme présenté en note « VII – Provision pour risques et charges » de l'annexe, votre association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note XV de l'annexe font l'objet d'une information appropriée et qu'elles sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

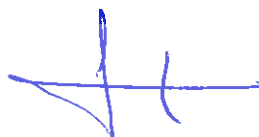
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 18 juin 2014

Auditeurs & Conseils Associés

Représenté par



Olivier Juramie

ACTIF		31.12.2013			31.12.2012
		Valeur brute	Amortissements & Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
ACTIF IMMOBILISE	ACTIF				
	Immobilisations incorporelles	124 083	112 691	11 393	10 813
	Frais d'établissement				
	Logiciels	124 083	112 691	11 393	10 813
	Autres				
	Immobilisations corporelles	1 036 510	388 824	647 686	78 409
	Terrains				
	Constructions				
	Agencements installations	534 819	40 395	494 424	5 583
	Equipements techniques	15 297	15 297		2 668
	Matériel de bureau et mobilier	121 650	106 424	15 226	14 116
	Matériel de transport	364 744	226 708	138 036	56 041
	Autres				
	En cours				
	Immobilisations financières	191 111	72 012	119 099	170 946
	Participations				34 624
	Prêts				
	Intérêts courus non échus sur titres				2 660
	Dépôts et cautionnements	191 111	72 012	119 099	133 662
	Total actif immobilisé	1 351 704	573 527	778 178	260 168
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	134 463		134 463	95 055
	Matières premières				
	Approvisionnements	134 463		134 463	95 055
	En cours de production de biens ou de services				
	Marchandises				
	Fournisseurs débiteurs immobilisations				
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
	Créances et comptes rattachés	41 613 447	67 508	41 545 939	30 843 480
	Bailleurs - débiteurs divers	41 119 221	67 508	41 051 713	30 214 941
	Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	41 446		41 446	69 187
	Fournisseurs débiteurs	4 870		4 870	1 354
	Fournisseurs RRR et autres avoirs	9 473		9 473	38 084
	Partenaire / débiteurs	161 228		161 228	318 554
	Autres débiteurs	277 209		277 209	201 360
	Disponibilités	7 904 187		7 904 187	7 386 961
	Placements : valeurs mobilières et autres	2 044		2 044	1 998
	Disponibilités	7 902 143		7 902 143	7 384 963
	Virements internes				
	Placements				
	Intérêts courus à recevoir				
COMPTES ET REGULARISATION	Charges constatées d'avance	156 349		156 349	83 831
	Etat-Produit à recevoir				
	Autres Produits à recevoir				
	Autres comptes à régulariser				
	Différences de conversion Actif	400 779		400 779	204 140
	Total actif circulant et assimilés	557 128		557 128	287 978
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes remboursement obligations					
Total de l'actif	51 560 929	641 034	50 919 894	38 873 635	

PASSIF		31.12.2013	31.12.2012
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds propres <i>(fonds associatifs sans droit de reprise)</i>	1 409 998	1 250 233
	Valeur du patrimoine intégré		
	Fonds statutaires		
	Apports sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		
	Écarts de réévaluation		
	<i>Sur biens sans droit de reprise</i>		
	<i>Sur biens avec droit de reprise</i>		
	Report à nouveau	1 250 233	1 428 007
	Résultat	159 765	(177 774)
	Réserves		
	<i>Indisponibles</i>		
	<i>Statutaires ou contractuelles</i>		
	<i>Réglées</i>		
	<i>Autre (dont projet associatif)</i>		
	Autres fonds associatifs <i>(fonds associatifs avec droit de reprise)</i>		
Apports avec droit de reprise			
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Subventions d'investissement sur biens non			
Droit des propriétaires (commodat)			
Total fonds propres et assimilés	1 409 998	1 250 233	
PROVISIONS	Provisions pour risques et charges		
	Pour risques et charges	195 950	158 922
	Pour risques de change	33 439	1 226
FONDS DEDIES	Fonds dédiés	37 776 719	28 416 900
	Sur subventions de fonctionnement	37 776 719	28 416 900
	Sur dons manuels affectés		
	Sur autre ressources		
DETTES	Emprunts et dettes assimilées	4 594 750	1 348 814
	Emprunts	652 547	
	Intérêts courus non échus	1 060	
	Autres emprunts et dettes financières divers <i>(dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques)</i>	3 941 143	1 348 814
	Autres dettes	6 509 159	7 370 018
	Avances reçues et Bailleurs créditeurs	111 958	146
	Fournisseurs et comptes rattachés	934 318	818 382
	Dettes relatives au personnel et impôts	1 999 489	1 322 323
	Dettes immobilisations et comptes rattachés		
	Dépôts usagers		
Partenaires / dettes programmes en cours	3 449 760	5 190 223	
Autres dettes - Programmes à réaliser	13 635	38 937	
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avances		
	Différence de conversion Passif	399 879	327 529
	Engagement reçus		
	Legs nets à réaliser		
	Accépés par les organes statutairement compétents		
	Autorisés par l'organes de tutelle		
Dons en nature restant à vendre			
TOTAL DU PASSIF	50 919 894	38 873 635	

CHARGES			PRODUITS		
INTITULES	31.12.2013	31.12.2012	INTITULES	31.12.2013	31.12.2012
			PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE		
Appointements bruts	17 296 229	14 467 395	Cotisations	2 180	2 500
Indemnités diverses insertion professionnelle			Dons	4 252 127	3 658 404
Charges sociales	2 779 125	2 339 970	Legs et donations	25 840	10 000
Charges fiscales & assimilées	491 300	393 764	Ventes diverses		
Indemn. journalières. Formation continue			Subventions de fonctionnement	69 765 584	57 276 997
Autre coûts	1 965 199	1 837 489	Produits liés à des financements réglementaires		
TOTAL COÛTS DE PERSONNEL	22 531 852	19 038 618	Ventes de dons en nature		
Variation de stock de matières consommables	(34 642)	(3 542)	TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	74 045 731	60 947 900
Alimentation			Prestations aux usagers		
Combustibles & énergie	463 405	341 825	Prestations aux tiers		
Carburant & fournitures garage	1 214 017	1 201 105	Production d'immobilisations	9 161	15 592
Fournitures & Etudes pour Evénementiel / Campagne Collecte	1 236 051	1 108 104	Produits d'activité annexe Terrain	12 000	15 000
Fournitures atelier entretien	1 485 158	1 432 455	Subvention d'exploitation	127 011	142 176
Fournitures administratives	302 792	238 473	Reprises sur provisions		375
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	1 444 120	967 669	Reprises sur amortissements		
Fournitures via sociale			Transferts de charges	8 540	37 128
CONSOMMATIONS	6 110 901	5 286 088	Autres produits	272	799
Sous-traitance					
Crédit-bail	30 406	12 755			
Locations & charges locatives	4 660 701	3 702 058			
Entretien & réparations extérieurs					
Contrats d'entretien					
Entretien & réparation matériel de transport & divers	718 916	450 075			
Primes d'assurances	173 167	191 093			
Etudes, cotisations, documentations	12 012	9 722			
Personnel extérieur					
Honoraires et divers	630 463	443 303			
Information, publicité	120 837	156 914			
Transports	1 096 367	1 071 460			
Déplacements, missions, réceptions	3 287 361	2 567 978			
Frais PTT	1 340 657	1 069 087			
Service bancaires	388 666	344 858			
Divers	36 718	15 762			
Autres impôts	214 716	224 338			
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	12 710 988	10 259 404			
Aides: achats - Assurances	22 824 717	19 071 882			
Quote-part des services gérés en commun					
Subventions internes de fonctionnement					
Dépenses inéligibles	6 096	21 571			
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	96 482	74 144			
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	67 508				
Dotations aux provisions	195 950	29 140			
Pertes sur créances irrécouvrables		99			
Autres charges de gestion courante divers	46				
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	23 190 798	19 196 836	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	156 984	211 070
Engagements à réaliser sur ressources affectées	37 758 323	28 828 327	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	28 566 932	21 676 480
TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES	102 302 862	82 609 273	TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS	102 769 646	82 835 450
RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF			RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF	466 785	226 171
			PRODUITS FINANCIERS		
Dotations financières aux amortissements et provisions	105 451	1 226	De participation		
Intérêts et charges assimilées	97 605	57 750	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	66	2 156
Différences négatives de change	1 014 402	1 113 590	Autres intérêts et produits assimilés	4 664	674
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Reprises sur provisions, dépréciations financières	33 137	55 233
Autres charges financières			Différences positives de change	938 642	776 359
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1 217 458	1 172 567	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	976 510	834 422
RESULTAT FINANCIER NEGATIF	(240 948)	(338 141)	RESULTAT FINANCIER POSITIF		
			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Créances irrécouvrables			Reprise sur provisions pour créances douteuses		
charges sur exercices antérieurs	2 409	13 076	Produits sur exercices antérieurs		
Autre charges exceptionnelles	100 310	79 532	Autres produits exceptionnels	28 530	71 550
Pénalités - amendes fiscales et sociales	449		Produits de cession des immobilisations		
Dotations excep; amortissements et provisions		85 247	Produits de cession équipements durables	8 567	40 499
Dotations fonds de trésorerie					
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	103 168	177 855	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	37 097	112 049
RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF	(66 071)	(65 806)	RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS - CHARGES)		
TOTAL DES CHARGES	103 621 467	83 959 695	TOTAL DES PRODUITS	103 783 253	83 783 921
Excédent de fonctionnement	159 763		Déficit de fonctionnement		(177 774)
TOTAUX	103 781 753	83 999 696	TOTAUX	103 783 253	83 999 695
			PRODUITS FINANCIERS EN NATURE		
Secours en nature	5 416 736	2 659 436	Dons en nature	5 416 736	2 659 436
Mise à disposition gratuite de biens et services	28 240	117 638	Prestations en nature	28 240	117 638
Personnel bénévole			Bénévoles		
TOTAL DES CHARGES	109 226 729	86 776 759	TOTAL DES PRODUITS	109 226 729	109 786 789

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. FAITS MARQUANTS

La hausse d'activité préparée par les contrats négociés en 2012 a été confirmée et consolidée en 2013. Le volume d'activité augmente de façon significative malgré les contextes et facteurs externes de plus en plus complexes.

Les actions démarrées en Syrie à fin 2012 ont été suivi par un projet de plus grand ampleur et une ouverture de mission au Liban dès mars 2013. Face aux besoins, ces missions ont vite pris de l'ampleur contribuant pour 3M€ au volume total des missions en 2013.

Les missions ouvertes en réponse de la crise malienne ont continué leur croissance en 2013 et représentent 20% du volume total (12,7M€). Au durcissement des contextes au Soudan du Sud, en Centrafrique et au Myanmar notamment à la fin de l'année venait se rajouter l'ouverture aux Philippines en réponse du typhon Haiyan.

Mis à part l'Afghanistan, le Kenya et la Somalie, le volume des projets est resté stable ou en baisse sur les autres missions. La RDC reste le plus important des terrains d'intervention pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il représente 22% du total des missions à l'international contre 28% en 2012. SOLIDARITES INTERNATIONAL compte 20 missions opérationnelles dans 19 pays au 31 décembre 2013.

En conséquence, le volume de nouvelles ressources institutionnelles augmente de façon significative pour atteindre 62,8M Euros en 2013 par rapport à 54,1M Euros en 2012. Au total le volume financier pour l'année progresse, de 61,3M Euros en 2012 à 74,2M Euros en 2013. Les ressources utilisées suivent la même tendance et progressent de 54,1M Euros en 2012 à 65M Euros en 2013, soit 20,2% de hausse.

L'ouverture au Mali influence aussi l'évolution des contributions en nature. Les distributions alimentaires effectuées en partenariat avec le PAM représentent 3,5M Euros ou 64% du total des contributions en nature en 2013.

Les contributions des entreprises et d'autres organisations privées augmentent de 134% en 2013 par rapport à 2012: c'est dû à une activité en consortium à nouveau à la hausse. Le projet le plus important est d'une valeur de 5,5M€, signé avec CONCERN en RDC pour la période 2013 – 2017, utilisant les fonds DFID.

Exclusion faite du don exceptionnel 2012, la collecte des dons auprès du public augmente de 3M€ en 2012 à 3,2M€ en 2013. Les dons manuels affectés concernent la collecte pour les Philippines, attribuée à hauteur de 136K€ aux projets de la mission et de 100K€ à la reconstitution d'un fonds d'urgence pour les actions 2014. Les frais d'appel à la générosité publique augmentent de 7,5% par rapport à l'année 2012. Au total les frais de recherche de fonds augmentent de 7,2% entre 2012 à 2013, soit 129K€.

La communication a continué son partenariat de mécénat de compétences avec l'agence BDDP Unlimited avec une campagne «Aider Plus Loin» et les clips de recrutement. Un film d'animation a été aussi créé gratuitement mais ces prestations en nature n'ont pas été valorisées en 2013 et explique la baisse des frais de communication entre 2012 et 2013 (de 96K€).

Le déménagement du siège en juillet 2013 a donné une espace à hauteur des ambitions de l'association mais pour un impact financier limité. Ces frais sont inclus dans l'augmentation des frais de fonctionnement et du support aux opérations de 7% de 2012 à 2013, hors frais financiers, exceptionnels et provisions.

Les charges financières augmentent en termes d'intérêts bancaires suite aux mesures prises pour augmenter la capacité d'emprunt et répondre aux besoins sur le terrain en termes de trésorerie. Autant plus nécessaire suite aux problèmes de crédits de paiements de l'Union Européenne depuis l'été 2013.

L'effet combiné d'une hausse du volume d'activité, des dépenses restreintes sur le terrain et au siège et des pertes de change limité produisent un résultat positif de 160K€ pour l'exercice 2013. En conséquence les fonds associatifs s'établissent à 1,41M Euros au 31/12/2013.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999. Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées des travaux d'aménagement du siège social en France et des achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte, évaluées selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Il est évalué selon cette même méthode FIFO.

IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les créances sont analysées selon leurs échéances à moins d'un an ou plus d'un an. Les échéances à plus d'un an concernent les projets pluriannuels dont les règlements interviennent selon l'avancement des activités et de la validation des rapports financiers par le bailleur institutionnel.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est quasi avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2013, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

Les créances cédées aux banques en garantie des découverts accordés, dans le cadre la loi Dailly, sont maintenues dans le poste « Bailleurs – Débiteurs divers » (4,38M€ au 31 décembre 2013).

V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent l'association. Ce pool fait l'objet d'une nouvelle convention en octobre 2013 suite au retrait de la Caisse des Dépôts et Consignations et l'augmentation de la ligne de crédit. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES INTERNATIONAL par les banques comme suivant :

- La BNP Paribas accorde un crédit en euros à hauteur de 1 600 000 €,
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 1 200 000 €
- Le Crédit Coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 1 200 000 €.

Les comptes bancaires et caisses en devises sont convertis en euro au taux de fin d'exercice (taux *inforeuro* du mois de décembre 2013).

VI – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2013	R.A.N.U. de l'exercice (1) 7894	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2) 6894	ECA 476100 2012	ECP 477100 2012	ECA 476100 2013	ECP 477100 2013	Fin 2013
000 - Fonds dédiés Siege	131 385	(131 385)	266 693					266 693
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN	5 976 810	(5 976 810)	2 977 587					2 977 587
120 - Fonds dédiés RDC	5 835 073	(5 835 073)	8 968 612					8 968 612
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	204 431	(204 431)	493					493
210 - Fonds dédiés HAITI	4 346 878	(4 346 878)	3 025 998					3 025 998
250 - Fonds dédiés PAKISTAN	957 465	(957 465)	667 698					667 698
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	3 908 592	(3 908 592)	3 444 234					3 444 234
280 - Fonds dédiés THAILANDE	399 349	(399 349)	449 332					449 332
270 -Fonds dédiés LIBAN			1 899 317					1 899 317
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN	2 129 610	(2 129 610)	4 294 363					4 294 363
300 - Fonds dédiés R.C.A.	903 572	(903 572)	3 412 939					3 412 939
320 - Fonds dédiés BANGLADESH	696 075	(696 075)	501 239					501 239
330 - Fonds dédiés TCHAD	220 424	(220 424)	2 426 195					2 426 195
340 - Fonds dédiés BIRMANIE	1 337 556	(1 337 556)	2 644 197					2 644 197
370 - Fonds dédiés MAURITANIE	440 449	(440 449)	500 833					500 833
380 - Fonds dédiés MALI	634 408	(634 408)	462 537					462 537
390 - Fonds dédiés NIGER	294 823	(294 823)	210 691					210 691
400 - Fonds dédiés SYRIE			1 084 173					1 084 173
410 - Fonds dédiés PHILIPPINES			539 586					539 586
TOTAL	28 416 900	(28 416 900)	37 776 719					37 776 719
Complément fonds dédiés liés au change ECP								
000 - Fonds dédiés Siege			6 621	(163)			6 458	
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN			941	(941)				
120 - Fonds dédiés RDC		(56 509)	(89 803)	(518)	56 509	(122 720)	32 399	
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE		(9 310)			9 310			
210 - Fonds dédiés HAITI			1 676				1 676	
250 - Fonds dédiés PAKISTAN			527			(2 067)	2 594	
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE		(23 085)	(49 670)	(9 795)	23 085	(76 370)	16 905	
270 - Fonds dédiés LIBAN			8 633				8 633	
280 - Fonds dédiés THAILANDE		(24 261)	10 708		24 261		10 708	
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN		(22 048)	43 268	(311)	22 048		42 957	
300 - Fonds dédiés R.C.A.			10 943	(43 650)		(32 707)		
320 - Fonds dédiés BANGLADESH		(632)	7 728	(9 073)	632	(1 418)	72	
330 - Fonds dédiés TCHAD		(8 985)	5 814		8 985		5 814	
340 - Fonds dédiés BIRMANIE		(456)	20 848	(725)	456	(2 364)	22 487	
370 - Fonds dédiés MAURITANIE		(1 019)	3 168		1 019	(266)	3 434	
380 - Fonds dédiés MALI		(3 727)			3 727			
390 - Fonds dédiés NIGER			203				203	
TOTAL		(150 032)	(18 396)	(65 176)	150 032	(237 912)	154 341	
Ecart de conversion Passif - Variation								
TOTAL	28 416 900	(28 566 931)	37 758 323	(65 176)	150 032	(237 912)	154 341	37 776 719

La majeure partie des subventions sont comptabilisées pour leur valeur contractuelle à la date de la signature du contrat et font l'objet, dans la mesure où le projet est pluriannuel, d'une comptabilisation d'un fonds dédié à la date du 31/12 de chaque année.

Le volume d'activité en 2013 a permis:

- (1) l'utilisation des Fonds Dédiés constatés au 31/12/2012 pour 28.567K€
- (2) la reconstitution d'un montant de fonds dédiés à la clôture de l'exercice 2013 d'un montant de 37.777K€ à engager sur les exercices futurs.

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises étrangères sont calculés en fonction de leur taux d'origine puis ajustés par un écart de change actif ou passif pour les ramener au taux de clôture.

Pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser en «Différences de conversion actif et passif» (comptes 476 et 477) la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif et Passif, analysée globalement par devise. Au 31/12/2013, la provision s'élève à 33.439 Euros, contre 1.226 Euros au 31/12/2012

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une minoration nette des charges programmes de 6.649 Euros, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 365.999 Euros et 359.350 Euros en charges financières.

VII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 229 389 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges et charges pour 195.950 Euros et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 33.439 Euros.

Les provisions pour litiges et charges concernent principalement des risques fiscaux liés aux personnels expatriés et locaux et des litiges sociaux sur les missions (123.136 Euros). Elles incluent également une provision pour le co-financement restant à trouver pour un projet au Kenya terminant en 2014 (14.351 Euros), des remboursements potentiels suite aux audits de bailleurs de fonds institutionnels (47.179 €) et un risque fournisseur au Soudan du Sud (11.283 Euros).

VIII – DETTES FINANCIERES

Les dettes financières concernent la ligne de découvert issue de la convention de pool bancaire, détaillée en V et tout autre moyen de financement à moyen ou long terme (emprunts etc.) négocié avec les institutions financières.

IX – DETTES

Les dettes sont décomposées en six sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachées
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Dettes issues de contrats de partenariats opérationnels
- Autres dettes – dont partenariat

Les dettes à plus de 1 an résultent des Consortia où SOLIDARITES INTERNATIONAL est chef de file. Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2013.

X - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

XI - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES INTERNATIONAL est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES INTERNATIONAL.

XII - EFFECTIFS

Au 31/12/2013, les effectifs s'élèvent 271 salariés (équivalent temps plein).

XIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIV - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, SOLIDARITES INTERNATIONAL a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 13K Euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

Selon les modalités d'escompte (Loi Dailly) accordées par le pool bancaire à Paris, le montant des créances cédées au 31 décembre 2013 s'élève à 4 378 883 Euros. Ce total ouvre le droit à l'utilisation de la ligne de crédit à hauteur du même montant, soit 100% des créances cédées et 97% du plafond autorisé.

Dans le cadre de certains projets d'aide humanitaire, le bailleur de fonds exige un partage du financement, soit avec un autre bailleur de fonds institutionnels soit avec des fonds privés. A la signature du contrat, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à mener à bien le projet et de trouver le pourcentage de cofinancement requis. Au 31/12/2013, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est engagé sur trois projets:

- un projet en République Centrafricaine pour un montant total de 0,54 Millions d'Euros avec un cofinancement restant à trouver de 260.000 Euros
- un projet en Consortium au Kenya pour un montant total de 1,5 Millions d'Euros pour SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un cofinancement restant à trouver de 14.351 Euros
- un projet en Consortium en Haïti pour un montant total de 4 Millions d'Euros pour SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un cofinancement à trouver de 453.811 Euros, dont 150.000 Euros font actuellement l'objet d'une demande de renouvellement d'un financement existant.

Le projet au Kenya ayant une date de fin en novembre 2014, le co-financement restant à trouver a fait l'objet d'une dotation aux provisions pour risques et charges sur l'année 2013. Les deux autres contrats concernés se clôturent en 2015 et ne font l'objet d'aucune dotation aux provisions pour risques et charges sur l'année 2013.

A ce titre il est rappelé que depuis l'exercice 2009, l'association provisionne de façon systématique, par l'intermédiaire des fonds dédiés comptabilisés, les co-financements qu'elle estime probables de ne pas être en mesure de trouver. Ceci concerne notamment tous les co-financements non trouvés à la fin de l'exercice N, pour des programmes se terminant en N+1 (soit en 2014 pour l'exercice clos au 31.12.13).

XV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Il fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.

Le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur qui a été appliqué pour la première fois à l'exercice 2009.

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe. Les données présentées dans le compte d'emploi annuel des ressources sont majoritairement issues directement de la comptabilité générale et/ou analytique de l'association. De façon plus marginale, des clés de répartition ont pu être utilisées afin de ventiler les dépenses au niveau des emplois.

LES EMPLOIS

Le Compte d'emploi annuel des ressources affiche deux colonnes : les emplois annuels totaux et l'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice. Dans les deux cas, les emplois se décomposent en trois rubriques :

- les Missions Sociales
- les Frais de Recherche de Fonds
- les Frais de Fonctionnement

Pour les Emplois annuels totaux sont identifiés également les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources affectées.

La colonne «Emplois de 2012» permet de conserver un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature ne font plus partie intégrante des Missions Sociales mais sont présentées à part en bas du tableau.

Emplois de 2013

Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL. Elles sont réparties comme suit :

- Missions Humanitaire à l'international
- Support aux Opérations

• **Missions Humanitaires à l'international**

Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation de l'action sur place. Ils comprennent les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.

Les dépenses sont affectées aux projets d'aide humanitaire qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé ou une affectation spécifique de la générosité publique. Il s'agit également des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture.

Les dépenses comprennent également les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.

Toutes charges et produits exceptionnels et financiers directement imputables aux missions sont inclus dans cette rubrique. Il s'agit notamment des résultats financiers des missions sur les mouvements de devises et les contrats bailleurs et de l'impact financier des incidents sécuritaires et litiges.

Les dépenses missions humanitaires à l'international sont réparties par mission comme suit :

MISSIONS HUMANITAIRES A L'INTERNATIONAL (En Euros)	EMPLOIS 2013	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2013	TOTAL EMPLOIS 2013	TOTAL EMPLOIS 2012
<u>Asie</u>				
AFGHANISTAN	3 560 606		3 560 606	3 053 849
BENGLADESH	1 609 664	324	1 609 988	2 712 217
BIRMANIE	4 463 302	109 183	4 572 485	2 118 533
PAKISTAN	1 942 220		1 942 220	3 730 610
PHILIPPINES	260 366	412 569	672 935	
THAILANDE	653 475		653 475	764 474
Total Asie	12 489 633	522 076	13 011 709	12 379 684
<u>Afrique</u>				
BURUNDI	36 362		36 362	
COTE D'IVOIRE	787 691		787 691	1 995 138
KENYA - SOMALIE	5 924 039		5 924 039	4 928 538
LIBERIA	19 390		19 390	1 655 117
MALI	4 793 909	3 657 624	8 451 533	2 333 809
MAURITANIE	3 626 431	26 920	3 653 351	2 502 890
NIGER	622 563	4 512	627 075	170 258
RCA	1 739 229	22 479	1 761 708	1 735 921
RDC	12 959 461	748 750	13 708 211	14 370 399
SUD SOUDAN	8 235 921	43 927	8 279 848	4 347 300
TCHAD	1 785 587		1 785 587	1 743 328
ZIMBABWE				2 737
Total Afrique	40 457 858	4 504 212	44 962 071	35 779 962
<u>Caraïbes et les Amériques</u>				
HAITI	2 411 149	69 964	2 481 113	2 523 039
Total Caraïbes et les Amériques	2 411 149	69 964	2 481 113	2 523 039
<u>Europe et Moyen Orient</u>				
LIBAN	1 755 306	309 984	2 065 290	
SYRIE	990 068		990 068	92 860
Total Europe et Moyen Orient	2 745 374	309 984	3 055 358	92 860
TOTAL MISSIONS A L'INTERNATIONAL	58 104 014	5 406 236	63 510 251	50 775 545
Contributions au siège: Support aux Missions		38 740	38 740	7 937
TOTAL MISSIONS SOCIALES	58 104 014	5 444 976	63 548 991	50 783 482

Le montant par mission des Contributions Volontaires est inclus dans le tableau afin d'apprécier le volume d'activité total pour l'exercice.

- **Support aux Opérations**

Cette rubrique comprend les frais du siège relatifs à la gestion des activités des missions à l'international. Il s'agit notamment des dépenses du service Missions avec les équipes ayant des responsabilités opérationnelles et financières par zone géographique et leur responsable. Il inclut également le département technique et qualité de programmes, la gestion des ressources humaines terrain et la logistique liée aux missions. Aucun frais de structure (loyers et charges du siège et du stock, assurances, télécommunications) n'est attribué à ce poste.

Frais de Recherche de Fonds

- **Frais d'appel à la générosité du public**

Les «Frais d'appel à la générosité du public» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège.

- **Frais de recherche d'autres fonds privés**

Les «Frais de recherche d'autres fonds privés» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat privé, notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

- **Frais de recherche de subventions**

Les «Frais de recherche de subventions» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat public (avec les Agences de l'Eau et les Collectivités en particulier), notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

Les frais de fonctionnement de l'association

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de quatre postes distincts:

- les frais d'information et de communication
 - les frais du siège
 - les charges exceptionnelles
 - les charges financières
- Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que des campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - www.solidarites.org et www.votregouttedeau.org – la campagne « e-pétition », les événements autour de la journée mondiale d'eau et le forum mondial de l'eau, 50% des frais du journal de l'association, les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.
 - Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les rubriques Missions Sociales ou Frais de recherche de Fonds et d'Information et de Communication. Il s'agit des frais de support du siège, les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).
 - Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change résultant de la valorisation en euros des comptes et des caisses US dollars du siège.
 - Le poste «charges exceptionnelles» consiste en des charges exceptionnelles du siège, celles résultant des incidents terrain se trouvant en missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Emplois suivent le « Total des Emplois de l'Exercice inscrits au Compte de Résultat» :

Dotations aux provisions

Il regroupe l'ensemble des dotations pour risques : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers ainsi que les risques de pertes de change latentes. Les dotations concernent les missions et le siège.

Engagements à réaliser sur ressources affectées

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui seront rapportés aux exercices ultérieurs.

En bas de tableau, se trouve la partie non financière de l'activité de SOLIDARITES INTERNATIONAL.

C'est pourtant un indicateur important du volume total d'activité. Il s'agit des **Contributions en Nature** reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires et valorisées dans les Emplois de 2013.

Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF, pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du PAM, pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES INTERNATIONAL reste négligeable et n'est valorisée ni en 2013 ni en 2012.

Le montant du Total Emplois Utilisés en bas de tableau représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2013

Il s'agit d'explicitier pour chaque rubrique la part des Emplois de 2013 qui a été financée par les ressources collectées auprès du public.

La méthode retenue pour cette affectation se fonde sur les principes suivants :

- Les ressources collectées auprès du public peuvent être affectées ou non affectées
- Les subventions institutionnelles se décomposent en deux parties:
 - o en premier, un financement des dépenses directes du projet;
 - o en deuxième, un pourcentage –variable selon le bailleur de fonds – contribuant aux frais administratifs de l'Association.
- Avec des ressources collectées auprès du public largement inférieures aux ressources institutionnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL a pris le principe d'une affectation prioritaire de ces ressources précieuses.

En pratique, ces principes traduisent en une affectation comme suit :

1. **Les frais d'appel à la générosité du public** viennent en déduction des ressources et établissent les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'affectation de l'intégralité des dépenses de cette rubrique.
2. **Les Missions à l'International** utilisent en priorité les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'ensemble des frais de la définition Missions Humanitaires à l'international ci-dessus, à l'exception des dépenses de projets faisant l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou un organisme privé. C'est l'affectation de ressources à cette rubrique qui permet à SOLIDARITES INTERNATIONAL d'agir en cas de catastrophe naturelle ou grande crise, de financer des projets intégralement ou en partie et qui assure la continuité de missions.
3. **Le résultat de l'exercice** est considéré par SOLIDARITES INTERNATIONAL comme résultant de l'affectation des ressources collectées auprès du public. En conséquence, l'affectation des ressources aux rubriques 4. et 5. augmente ou diminue selon que le résultat est excédentaire ou déficitaire. La participation aux frais administratifs des bailleurs institutionnels ne finance pas

l'intégralité des Frais de Fonctionnement et du Support aux Opérations de l'exercice. Elle est donc obligatoirement consommée dans l'exercice et ne participe pas au résultat.

4. Le **Support aux Opérations** est défini comme la priorité suivante, en fonction des ressources restant après affectation aux 1. et 2. et du résultat de l'exercice.
5. Les **Frais de Fonctionnement** arrivent en dernière place dans cette affectation en raison de la participation importante des bailleurs institutionnels et privés.

Part des acquisitions: elle est calculée selon le ratio des Ressources nettes collectées auprès du public par rapport aux frais de fonctionnement, aux frais de communication et au résultat de l'exercice 2013. Le pourcentage résultant de ce calcul est appliqué au montant des acquisitions des immobilisations de l'année.

La même méthode s'applique au calcul de la part des dotations aux amortissements.

LES RESSOURCES

Comme pour les Emplois, les Ressources sont affichées en deux colonnes :

- les Ressources Collectées sur 2013
- le Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2013.

Les quatre catégories des Ressources Collectées sur 2013:

- Ressources Collectées auprès du public
- Autres fonds privés
- Subventions et concours public
- Autres produits

Seule la première catégorie, «Ressources Collectées auprès du public», concerne la colonne «Suivi des ressources collectées auprès du public» et le contenu de cette rubrique est identique pour les deux colonnes.

Les reprises de provisions et le Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se rajoutent à ces catégories pour arriver au Total Produits.

La colonne «Ressources Collectées sur 2012» permet un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature sont affichées à part en bas du tableau.

Ressources collectées auprès du public

Les «Ressources collectées auprès du public» comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par courrier, opération téléphonique, internet et prélèvement automatique.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés. L'affectation intervient au moment du don ou du legs selon la demande précisée par le donateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord au préalable de celui-ci. Le mouvement des dons et legs affectés d'un exercice à l'autre apparaît dans la ligne «Variation des fonds dédiés collectés auprès du public».

Autres fonds privés

Les «Autres Fonds privés» recouvrent les fonds collectés dans le cadre de partenariat avec des entreprises et autres organismes privés (ex. Fondations). Les fonds collectés font l'objet d'un accord spécifique entre l'Association et l'organisme privé qui détermine la nature du soutien. Cela va du projet spécifique à des actions plus larges dans une zone géographique ou un domaine particulier. Sont incluses aussi dans cette catégorie les ressources issues de conventions conclues avec d'autres ONGs, Chefs de file de Consortium dont SOLIDARITES INTERNATIONAL est membre.

Subventions et concours publics

Les «Subventions et concours publics» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues par deux canaux : le siège ou les missions directement.

Autres Produits

Les «autres produits» sont composés de trois postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
 - Produits exceptionnels
 - Produits financiers
- Le poste «Autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement de la CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2013, SOLIDARITES INTERNATIONAL disposait d'un contrat aidé et deux contrats de professionnalisation en cours.
 - Le poste «Produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements et les gains de change éventuels sur les mouvements en devises au siège.
 - Le poste «Produits Exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.) au siège. Ceux résultant d'actions terrain se trouvent en net des charges dans la rubrique Missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Ressources collectées sur 2013 suivent le «Total des Ressources de l'Exercice inscrites au Compte de Résultat» :

Reprise des Provisions

Il regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risques ainsi que pour risques de change.

Report des Ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Ce sont les engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

En bas de tableau se trouvent Les Contributions Volontaires en Nature:

Afin de montrer le véritable volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ce sont surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaire, en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Est également comprise la valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

Au final, le montant du Total des Ressources utilisées, en bas de tableau, représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	116 872	7 212		124 084
Immobilisations corporelles	377 383	659 127		1 036 510
Immobilisations financières	170 946	93 242	73 078	191 111
TOTAL	665 202	759 581	73 078	1 351 705

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions : d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	106 059	6 632		112 691
Immobilisations corporelles	298 975	89 850		388 825
Immobilisations financières				
TOTAL	405 033	96 482		501 515

La forte augmentation des immobilisations corporelles en 2013 est due aux travaux d'aménagement du nouveau siège social à Clichy à hauteur de 427K€ et l'évolution de l'architecture informatique de 87K€.

TABLEAU DES DEPRECIATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Dépréciations cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dépréciations de l'exercice</i>	<i>Diminutions : dépréciations de l'exercice</i>	<i>Dépréciations cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières		72 012		72 012
TOTAL		72 012		72 012

Les dépréciations d'immobilisations financières concernent les cautions sur le terrain (36.368 Euros) et la caution de l'ancien siège social à 50 rue Klock, Clichy (35.644 Euros).

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	158 922	195 950	158 922	195 950
Provisions pour risques de change	1 226	33 439	1 226	33 439
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	160 149	229 389	160 149	229 389

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2013			
Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	41 613 447	33 137 147	8 476 300
Baillleurs - débiteurs divers	41 119 221	32 642 921	8 476 300
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	41 446	41 446	
Fournisseurs débiteurs	4 870	4 870	
Fournisseurs RRR et autres avoirs	9 473	9 473	
Partenaire / débiteurs	161 228	161 228	
Autres débiteurs	277 209	277 209	
TOTAL	41 613 447	33 137 147	8 476 300

Les projets concernés par les créances à échéances à plus d'un an sont des projets pluriannuels financés par EuropeAid, DFID (en direct et à travers un consortium) et la coopération danoise. Les créances bailleurs incluent les montants totaux dus dans le cadre de projets en Consortium ou en partenariat à hauteur de 3.450K€. Ce montant trouve sa contrepartie dans le poste «partenaires /dettes programmes en cours» (cf. ci-après).

Les créances relatives aux accords de partenariat en cours au Bangladesh, Centrafrique, Mali, Myanmar et Somalie à fin d'année 2013 s'élèvent à 161.228 Euros.

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2013			
Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissement de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	100 341	100 341	-
- à plus de 2 ans à l'origine	553 266	55 597	497 669
Emprunts et dettes financières divers	3 941 143	3 941 143	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	934 318	934 318	-
Dettes fiscales et sociales	1 999 489	1 999 489	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	-	-	-
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	111 958	111 958	-
Partenaires / dettes programmes en cours	3 449 760	3 095 349	354 411
Autres dettes	13 635	13 635	-
TOTAL	11 103 909	10 251 829	852 080

Les dettes sur programme en cours présentent les montants restant à verser aux partenaires opérationnels en Consortium avec SOLIDARITES INTERNATIONAL en chef de file. Il s'agit notamment de programmes avec ALIMA (717K€), Action Contre la Faim (513 K€), ACTED (364K€) Entrepreneurs Du Monde (EDM) (233 K€), Fondation Architectes de l'Urgence (FAU) (600 K€) et Welt Hunger Hilfe (WHH) (363 K€).

Les dettes à plus d'un an concernent uniquement les partenaires en consortium sur un contrat EuropeAid en Haiti qui a fait l'objet d'un avenant en début 2014.

DETTES FINANCIERES

Etat des emprunts et dettes financières		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunt K€.320 - BNP Paribas		352 547	55 597	235 021	61 929
Billet à ordre K€.100 - Crédit Coopératif		100 341	100 341		
Billet à ordre K€.100 - Crédit Coopératif		100 353		100 353	
Billet à ordre K€.100 - Crédit Coopératif		100 366		100 366	
Dettes financières diverses (dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs)		3 941 143	3 941 143		
TOTAUX		4 594 750	4 097 081	435 740	61 929
Emprunts souscrits en cours d'exercice	680 000				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	27 453				
Montant des intérêts de l'exercice	5 881				

L'emprunt souscrit pour un montant de 320K€ auprès de la BNP Paribas concerne le financement des travaux d'aménagement dans le nouveau siège social sur une période de sept ans. L'émission des trois Billets à Ordre à échéance 12, 24 et 36 mois auprès du Crédit Coopératif pour un montant unitaire de 100K€ s'est fait dans le cadre du dispositif « financement solidaire » après l'agrément de SOLIDARITES INTERNATIONAL en tant qu'Entreprise Solidaire en février 2013.

COMPTES DE REGULARISATION

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP								
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Autres Charges fiscales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	148 316	53 520		269 700	281 020			23 633
AFGHANISTAN								464
BANGLADESH								292
BIRMANIE	4 212							11 034
KENYA - SOMALIE								224 890
HAITI	2 965							
MALI								553 792
RDC KINSHASA - KATANGA	83							
RDC KIVU								1 276
TCHAD								1 713
THAILANDE	772							
PHILIPPINES								78 132
TOTAL	156 349	53 520		269 700	281 020			895 225

RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES			
661 000	INTERETS BANCAIRES SIEGE ET TERRAIN	97 605	
666 000	PERTES DE CHANGE	1 014 402	
686 500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	33 439	
686 620	DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES	72 012	
TOTAL		1 217 458	
PRODUITS FINANCIERS			
761 000	PRODUITS FINANCIERS		16
764 000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		50
766 000	GAINS DE CHANGE		938 642
768 000	INTERETS BANCAIRES SIEGE		4 664
786 500	REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		1 226
786 620	REPRISE DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES		31 911
TOTAL			976 510
RESULTAT FINANCIER			(240 948)

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 1.047.841 Euros et les gains de change à 938.642 Euros.

Ces gains et pertes de change reflètent l'impact des évolutions de taux de change des devises – notamment l'US Dollar - par rapport à l'Euro sur la mise en œuvre des projets sur les missions à l'international. Il s'agit de l'impact notamment de change (pertes et les gains):

- sur les transferts de la trésorerie (les réceptions de fonds et les approvisionnements des missions)
- sur l'écart de conversion constaté à la clôture sur les comptes de caisses et de trésorerie en devises
- à la variation des taux historiques à la date de signature des contrats et du taux de la devise au jour de l'encaissement.

Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie (escomptes Dailly) consenties par notre pool de banque (BNP Paribas, Le Crédit Lyonnais, Crédit Coopératif et le CDC jusqu'au 30 septembre 2013).

RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
671 100	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	76 153	
671 200	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	11 025	
671 800	PENALITES AMENDES FISCALES ET SOCIALES	449	
672 000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	2 409	
675 200	VALEUR NETTE CPTA CESS° IMMO CORPO		
678 800	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	13 132	
TOTAL		103 168	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
771 000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		21 070
771 800	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		
772 000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		4 306
775 200	PROD CESS° IMMO CORPO		8 567
778 800	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		3 154
TOTAL			37 097
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(66 071)

Les produits exceptionnels terrain résultent notamment des ventes de certains meubles et matériel sur des missions lors des fermetures de bases (RDC) ou de missions (Liberia, Côte d'Ivoire). Les produits exceptionnels siège font état de lettrages et l'arrêt d'une mission de consultance (8K€).

Les éléments les plus importants des charges exceptionnelles terrain sont les pertes lors d'un braquage sur la mission Centrafrique (18K€) et les pertes d'avances opérationnelles et de partenaires au Mali (31K€). Les autres charges concernent différents incidents sur les missions notamment le règlement d'un dossier taxe et charges en RDC (5K€), les pertes de caution (3,6K€) en Côte d'Ivoire et Thaïlande et autres pertes en Haïti, Kenya, Sud Soudan et en RDC. Les charges exceptionnelles du siège sont issues d'une prise en charge exceptionnelle de frais médicaux d'un salarié expatrié, des avances de salaires et les pertes de matériel (12,6K€). Les charges sur exercices antérieurs concernant un ajustement d'un dossier Emploi Jeune datant de 2007 (2,4K€).

EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2013: 246

Effectif 2013 en équivalent temps plein: 271

SOLIDARITES INTERNATIONAL

2013

EMPLOIS	Emplois de 2013 Compte de résultat	Partie sur Total	Emplois de 2012 Compte de résultat	Partie sur Total	Région collectées auprès du public et unités sur 2013	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et unités sur 2013	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2013 Compte de résultat	Ressources collectées sur 2013 Compte de résultat	Soit des ressources collectées auprès du public et unités sur 2013
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice										
RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC										
Missions sociales										
Missions Humanitaires à l'international:										
Asie	12 489 633		12 292 439		210 904					
Afrique	40 457 858		33 286 949		218 183					
Caribbes et les Amériques	2 411 149		2 523 039		44 597					
Europe et Moyen-Orient	2 745 374		16 879		157 276					
Total Missions à l'international:	58 104 014	82,6%	48 119 305	84,3%	630 960					
Support aux Opérations	2 312 631	3,3%	2 118 905	3,7%	404 237					
Missions sociales	60 416 646	85,9%	50 238 211	88,1%	1 035 247					
Frais de Recherche de Fonds	1 853 131		1 723 102		1 853 131					
Frais d'appel à la générosité du public	45 247		45 793							
Frais de recherche d'autres fonds privés	27 399		25 972							
Frais de recherche de subventions	1 923 776	2,7%	1 794 867	3,1%	1 853 131					
Frais de recherche de fonds	3 67 150	0,5%	383 031	0,7%						
Frais de fonctionnement	1 680 647	2,4%	1 619 474	2,8%						
Frais d'information et Communication	11 447	0,0%	97 382	0,2%						
Frais de siège	114 789	0,2%	113 350	0,2%						
Charges exceptionnelles	2 174 032	3,1%	2 213 237	3,9%						
Charges financières										
Frais de fonctionnement										
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	64 514 454		54 246 315		2 888 377					1 229 344
Dotations aux provisions	368 908	0,5%	30 366	0,1%						
Engagements à réaliser sur ressources affectées (1)	37 758 323		28 828 327							
TOTAL DES EMPLOIS (2)	102 641 685		83 105 007							-181 201
Excédent	159 765									
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	102 801 450		83 105 007		2 888 377					3 048 142
Part des acquisitions 2013	109 534				109 534					
Neutralisation des dotations aux amortissements	23 097				23 097					
Valeur Nette Comptable	136 471				136 471					
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	3 024 798				3 024 798					3 024 798
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE										
Bénévoles										
Missions Sociales	5 406 236	7,7%	2 664 176	4,7%						
Frais de communication	28 240	0,0%	107 906	0,0%						
Frais de fonctionnement	10 500	0,0%	4 992	0,0%						
TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (3)	5 444 976	7,7%	2 777 074	4,5%						2 777 074
TOTAL EMPLOIS	108 246 426		85 882 081							85 882 081
TOTAL DES EMPLOIS UTILISES (1) + (2) + (3)	70 488 104		57 655 255							55 875 981